

Immigration : les pays de l'Union européenne affichent de plus en plus leurs divergences

Refusant la demande de dix pays membres, la présidente de la Commission européenne a notamment affirmé vendredi 22 octobre que l'Union ne financerait ni murs ni barbelés aux frontières.

Par [Jean-Pierre Stroobants\(Bruxelles, bureau européen\)](#)

Article réservé aux abonnés



La chancelière allemande Angela Merkel entourée du président du Conseil européen, Charles Michel, et du président français, Emmanuel Macron, au premier jour du sommet de l'Union européenne, à Bruxelles, le 21 octobre 2021. JOHN THYS / AFP

Ils n'avaient pas, la veille, tranché dans le vif quant au respect de l'Etat de droit par la Pologne ou aux prix de l'énergie. Les dirigeants européens, réunis en sommet à Bruxelles, n'ont pas davantage progressé sur la question de la migration, vendredi 22 octobre.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Face aux migrations, les limites et les dérives de l'Europe-forteresse](#)

A l'issue de cette réunion, sans doute la dernière du genre pour elle, la chancelière allemande Angela Merkel s'est dite « inquiète » de voir l'Europe toujours « vulnérable de l'extérieur » et incapable de surmonter ce défi. « Il est, et reste, dommageable que nous ne puissions dégager une ligne commune » malgré les « très bonnes propositions » de la Commission, avait-elle déjà déclaré jeudi. Elle évoquait ainsi [le « pacte global pour la migration », présenté à l'automne 2020](#), qui mise sur un équilibre entre solidarité et contrôles renforcés, dont l'examen s'éternise. La France espère débloquer la situation lors de sa prochaine présidence de l'Union européenne (UE), à partir du 1^{er} janvier 2022, avec, pour corollaire, une réforme des règles de l'espace Schengen.

Applaudie, décrite vendredi comme « *un monument* » par le président du Conseil, Charles Michel, saluée à distance par Barack Obama à l'issue de son ultime apparition dans la capitale belge, M^{me} Merkel n'a, elle, pas pu faire bouger les lignes : les Vingt-Sept restent totalement divisés à propos de la migration. Au lieu de s'atténuer, leurs divergences sont même apparues un peu plus clairement encore quand dix pays membres ont tenté de faire adopter un texte visant à ce que la Commission finance la construction de murs ou de clôtures de barbelés aux frontières extérieures de l'Union.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Migrations : une dizaine de pays européens partisans de la construction de « murs » aux frontières extérieures de l'Union](#)

« Pas de financement de barbelés et de murs »

Sous le couvert d'un appel à « *des mesures concrètes soutenues par un financement adéquat* » et à « *une réponse immédiate et appropriée* », les trois Etats baltes, les quatre membres du groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie), la Slovénie, la Bulgarie et la Grèce tentaient de relancer un projet qui avait aussi obtenu le soutien de l'Autriche et de Chypre le 7 octobre. « *J'ai été très claire : il y a une position commune de longue date de la Commission et du Parlement européen et il n'y aura pas de financement de barbelés et de murs* », a répondu la présidente de la Commission, [Ursula von der Leyen](#).

[La Lituanie construit actuellement une clôture le long de sa frontière avec la Biélorussie](#) pour endiguer un afflux de migrants irakiens, yéménites et syriens orchestré par le régime d'Alexandre Loukachenko. La Pologne fait de même et la Hongrie avait déjà érigé une barrière à ses frontières avec la Serbie et la Croatie en 2015. La Slovénie a fait de même avec la Croatie, pays membre de l'Union mais pas de l'espace Schengen.

« *Chaque pays tente de protéger les frontières extérieures de l'UE et les siennes de la manière qu'il entend. Il y a une part de souveraineté nationale que je respecte, mais nous ne devons jamais oublier les principes qui sont les nôtres* », a déclaré le président de la République, Emmanuel Macron, tandis que d'autres chefs d'Etat n'évoquaient que de nouvelles mesures de protection.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [A la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, l'enfer des migrants](#)

Le texte final adopté vendredi était assez vague pour faire consensus. Il aborde, pour la énième fois, la nécessité d'accords avec les pays d'origine, l'accélération des retours pour les déboutés du droit d'asile ou l'« *équilibre juste entre responsabilité et solidarité* ». Il dénonce aussi les « *attaques hybrides* » orchestrées par le régime biélorusse, qui affrète des avions européens pour acheminer des migrants vers Minsk, avant de les diriger vers l'UE. A ce stade, aucun accord n'a toutefois été trouvé pour empêcher les compagnies européennes concernées de participer à ces opérations.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Immigration : le Royaume-Uni veut durcir son système d'asile](#)

Jean-Pierre Stroobants(Bruxelles, bureau européen)